



Dans le Comminges, tous et toutes ensemble contre le projet de loi « Travail ! »

Le 14 juin, avec Solidaires, CGT, FSU et FO, nous étions dans les rues de Saint-Gaudens, tous et toutes ensemble, pour dire NON au projet de loi « Travail ! »

Nous étions 1,3 million dans toute la France, déterminé(e)s car nous ne voulons pas de cette loi :

- Cette loi facilite les licenciements collectifs et individuels, soi-disant pour embaucher plus facilement.
- Cette loi remet en cause les 35h par des accords d'entreprise.
- Cette loi remet en cause la hiérarchie des normes, un accord d'entreprise pouvant être en deçà du Code du Travail.

Si cette loi passe, elle remettra en cause des acquis sociaux, fruits de décennies de luttes, de nos luttes...

Les salarié(e)s, les privé(e)s d'emploi, les retraité(e)s, les étudiant(e)s, tous les habitant(e)s du Comminges pourront confirmer leur opposition lors de la votation citoyenne qui sera ouverte jusqu'au 28 juin.

Trois mois de mobilisations avec 7 manifestations montrent notre détermination contre ce projet de loi.

La crise sociale dans le Comminges : Ça suffit !

Après les délocalisations des entreprises, ce sont des services publics au rabais :

- **Santé** : toujours pas de site unique de l'hôpital et au 1^{er} juillet la mise en place du « groupement hospitalier de territoire » appauvrit davantage le secteur hospitalier dans le Comminges.
- **Poste** : depuis 2000, 24 bureaux de poste ont été fermés !
- **Trésoreries** : fermeture annoncée d'Aurignac, Isle-en-Dodon et Aspet.
- **SNCF** : plus de train Montréjeau Luchon, par conséquent la ligne Paris-Luchon est toujours au point mort et avec elle le tourisme et le thermalisme dans le Luchonais.
- **Education nationale** : report du périscolaire vers les collectivités territoriales ; par ailleurs, si la SEGPA de St-Béat venait à fermer, plus aucune structure adaptée au sud de Saint-Gaudens pour les élèves en difficulté.
- **Collectivités territoriales** : une réforme calamiteuse.
- **Office Nationale des Forêts** : la forêt est bradée aux intérêts privés.

St-Béa, ravagée par les inondations de l'année dernière, n'a toujours pas bénéficié des travaux indispensables de la Garonne malgré les promesses du gouvernement.

L'association « Femmes de papier » continue à fonctionner sans aucun budget stable : elle est pourtant la seule structure entre Muret et Tarbes à accueillir les femmes victimes de violences.

Pour pouvoir **travailler et vivre dans le Comminges**, défendons nos services publics et exigeons le retrait du projet de la loi « Travail » !

**Tous et Toutes ensemble,
Jeudi 23 juin à 17h
Place Jean-Jaurès à Saint-Gaudens**